

N° 5720

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2006-2007

PROJET DE REGLEMENT GRAND-DUCAL

déterminant pour la profession d'orthoptiste:

1. les études en vue de l'obtention du diplôme,
2. les modalités de reconnaissance des diplômes étrangers,
3. l'exercice de la profession.

* * *

(Dépôt: le 24.4.2007)

SOMMAIRE:

	<i>page</i>
1) Dépêche de la Secrétaire d'Etat aux Relations avec le Parlement au Président de la Chambre des Députés (23.4.2007)	1
2) Prise de position du Ministre de la Santé relative à l'avis du Conseil d'Etat	2
3) Texte coordonné du projet de règlement grand-ducal.....	3
4) Avis du Conseil d'Etat (22.12.2006)	9

*

DEPECHE DE LA SECRETAIRE D'ETAT AUX RELATIONS AVEC LE PARLEMENT AU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES

(23.4.2007)

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe le texte coordonné du projet de règlement repris sous rubrique, tenant compte des observations formulées par le Conseil d'Etat dans son avis du 22 décembre 2006, ainsi que la prise de position du Ministre de la Santé et de la Sécurité Sociale relatif à cet avis, avec prière de bien vouloir en saisir la Conférence des Présidents.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

*Pour la Secrétaire d'Etat
aux Relations avec le Parlement,*

Daniel ANDRICH
Conseiller de Gouvernement 1re classe

*

PRISE DE POSITION DU MINISTRE DE LA SANTE RELATIVE A L'AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat émet certaines interrogations, qui suscitent la prise de position ci-après:

1. Au niveau du visa du règlement et de l'article 29 (final):

La Haute Corporation s'interroge de savoir s'il y a lieu de citer parmi les membres du Gouvernement concernés par le projet également celui ayant dans ses attributions les diplômes universitaires.

Le ministre de la Santé fait remarquer qu'en vertu de la loi du 11 janvier 1995 portant réorganisation des écoles publiques et privées d'infirmiers et d'infirmières et réglementant la collaboration entre le ministère de l'Education nationale et le ministère de la Santé, la formation des professions de santé, visées à l'article 1er de la loi du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé, relève de l'autorité du ministre ayant l'Education nationale dans ses attributions.

Par conséquent, le ministre ayant les diplômes universitaires dans ses attributions n'est pas concerné par le projet.

2. Article 4 du projet:

Le ministre marque son accord avec la proposition du Conseil d'Etat de reformuler le libellé relatif à l'enseignement pratique (point 3) avec la nuance toutefois que cet enseignement doit être effectué et dans un service d'orthoptie et dans un service de basse vision. D'après le libellé retenu par le CE, le candidat avait le choix parmi un de ces services.

3. Articles 6 et 23 à 27:

Les modifications textuelles peuvent être retenues sans autre commentaire.

4. Article 17:

Le Conseil d'Etat émet des réserves par rapport à l'option retenue au projet, et qui consiste à faire évaluer de façon tant positive que négative le stage d'adaptation au motif que l'évaluation négative serait susceptible de revêtir un caractère arbitraire.

Or, force est de rappeler que la directive 89/48/CEE du Conseil du 21 décembre 1988 relative à un système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans définit le stage d'adaptation comme suit: *„L'exercice d'une profession réglementée qui est effectué dans l'Etat membre d'accueil sous la responsabilité d'un professionnel qualifié et qui est accompagné éventuellement d'une formation complémentaire. Le stage fait l'objet d'une évaluation. Les modalités du stage et de son évaluation ainsi que le statut du stagiaire migrant sont déterminés par l'autorité compétente de l'Etat membre d'accueil“*.

Le Ministre de la Santé n'est pas en mesure de partager l'appréciation du Conseil d'Etat alors qu'en l'espèce le projet, et plus précisément ses articles 12 à 18, se proposent justement de déterminer les modalités d'un tel stage qui devra permettre, le cas échéant, au candidat de combler des différences entre sa formation reçue à l'étranger et le programme d'études prévu au présent projet. Toujours est-il que le candidat dont l'évaluation du stage d'adaptation aurait été négative, restera libre de se soumettre à un nouveau stage.

Pour ces raisons, la proposition du Conseil d'Etat n'est pas suivie.

TEXTE COORDONNE DU PROJET DE REGLEMENT GRAND-DUCAL

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé, et notamment son article 7;

Vu la loi du 13 août 1992 portant:

- a) transposition de la directive du Conseil (89/48/CEE) relative à un système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans;
- b) création d'un service de coordination pour la reconnaissance de diplômes à des fins professionnelles;

Vu la loi du 11 janvier 1995 portant réorganisation des écoles publiques et privées d'infirmiers et d'infirmières et réglementant la collaboration entre le ministère de l'Education nationale et le ministère de la Santé;

Vu l'avis du Collège médical;

Vu l'avis du Conseil Supérieur de certaines professions de santé;

Vu l'avis de la Chambre des Employés Privés;

L'avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics ayant été demandé;

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Conférence des Présidents de la Chambre des Députés;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Santé et de Notre Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle et après délibération du Gouvernement en conseil;

Arrêtons:

Art. 1er.— Les dispositions du présent règlement règlent l'accès et l'exercice au Grand-Duché de Luxembourg de la profession d'orthoptiste telle que visée par l'article 1er de la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé.

Art. 2.— Les personnes exerçant la profession de santé visée à l'article 1er portent le titre d'orthoptiste.

Chapitre 1: Etudes en vue de l'obtention du diplôme d'orthoptiste

Art. 3.— Le diplôme ou titre de formation d'orthoptiste ne peut être reconnu que:

- a. s'il sanctionne un cycle de formation postsecondaire à temps plein d'au moins trois années ou six semestres ou neuf trimestres, d'un institut de formation agréé par l'Etat dans lequel il a son siège et
- b. si le détenteur du diplôme ou titre de formation possède les qualifications requises pour accéder à la profession d'orthoptiste dans l'Etat où le diplôme ou titre de formation a été délivré pour autant que la profession d'orthoptiste y est réglementée.

Art. 4.— Le programme des études visées doit compter au moins 3.000 heures de formation et comporte:

- 1. Un enseignement théorique en:
 - anatomie et physiologie générale,
 - neurophysiologie,

- physique et optique,
 - pathologie générale,
 - hygiène,
 - psychologie,
 - notions élémentaires de statistiques.
2. Un enseignement théorique et technique spécifique en:
- anatomie oculaire,
 - physiologie et neurophysiologie de l'oeil,
 - optique de l'oeil et réfraction,
 - ophtalmologie générale,
 - neuro-ophtalmologie générale,
 - pathologies spécifiques:
 - strabismes,
 - hétérophories,
 - troubles de vergence,
 - correspondance rétinienne anormale,
 - amblyopie,
 - basse vision,
 - vices de réfraction
 - paralysies oculomotrices,
 - nystagmus,
 - syndromes de rétraction,
 - syncinésies anormales,
 - attitudes compensatrices,
 - pharmacologie,
 - techniques fondamentales de l'examen ophtalmologique,
 - techniques plé-orthoptiques et de basse vision,
 - méthodes d'examen et de traitement plé-orthoptique,
 - méthodes d'examen et de rééducation et de réadaptation de la basse vision,
 - instrumentation,
 - législation et déontologie professionnelle de l'orthoptiste.
3. Un enseignement pratique d'au moins 1.000 heures en milieu hospitalier ou extrahospitalier: dans un service d'orthoptie, un service de basse vision, ainsi que dans un service ou une polyclinique ophtalmologique. Il s'effectue sous forme de stages dans des services agréés par les autorités compétentes du pays où se déroulent les études.

Chapitre 2: Modalités de reconnaissance des diplômes étrangers

Art. 5.– En vue d'obtenir la reconnaissance des études effectuées à l'étranger, le requérant adresse une demande au ministre ayant l'Education nationale dans ses attributions.

Seront annexées à cette demande toutes les pièces ayant trait au cycle d'études suivi par le requérant, et notamment:

- copie du diplôme final, certifiée conforme à l'original par une autorité compétente;
- une notice biographique indiquant de façon détaillée les études et l'expérience professionnelle par ordre chronologique;
- copie d'un titre d'identité, certifiée conforme à l'original.

*Section I: Diplômes étrangers tombant sous le champ d'application
d'une directive communautaire visée à l'article 6*

Art. 6.– 1. Pour les requérants titulaires d'un diplôme étranger bénéficiant de l'application de la directive du Conseil 89/48/CEE relative à un système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans, le ministre ayant l'Education nationale dans ses attributions peut imposer au requérant soit:

- de se soumettre à une épreuve d'aptitude ou un stage d'adaptation, au choix du requérant, au cas où les curricula de la formation effectuée à l'étranger comportent des programmes d'études substantiellement différents de ceux visés à l'article 4 ou si l'exercice de la profession dans le pays de provenance est substantiellement différent de celui du Grand-Duché de Luxembourg, ou
- de faire preuve d'une expérience professionnelle licite dans un Etat membre ou un pays tiers si, pour la même profession, la durée des études visées à l'article 3 est substantiellement différente entre la formation à l'étranger et l'enseignement prévu à l'article 4.

2. Pour les requérants titulaires d'un diplôme étranger tombant sous le champ d'application de la directive du Conseil 92/51/CEE relative à un deuxième système général de reconnaissance des formations professionnelles, qui complète la directive 89/48/CEE, le ministre ayant l'Education nationale dans ses attributions peut exiger du requérant de choisir entre l'accomplissement d'un stage d'adaptation et une épreuve d'aptitude, conformément aux dispositions de l'article 3 du règlement grand-ducal du 2 juin 1994 portant transposition de la directive 92/51/CEE.

1. Epreuve d'aptitude

Art. 7.– La commission chargée de procéder à l'épreuve d'aptitude est nommée par le ministre ayant l'Education nationale dans ses attributions pour une durée de trois ans.

Elle se compose de cinq membres effectifs, à savoir:

- un représentant du ministre ayant l'Education nationale dans ses attributions, qui préside la commission;
- un représentant du ministre ayant la Santé dans ses attributions;
- deux orthoptistes;
- un médecin spécialisé en ophtalmologie.

Pour chaque membre effectif, il est nommé un membre suppléant.

Nul ne peut, en sa qualité de membre de la commission d'examen, prendre part à l'examen d'un de ses parents ou alliés jusqu'au quatrième degré inclus.

Le président de la commission d'examen fixe le jour d'ouverture de la session, les dates et lieux des différentes épreuves et en informe les candidats.

Art. 8.– Le programme de l'épreuve d'aptitude porte sur la législation luxembourgeoise applicable aux orthoptistes ainsi que sur les matières ou activités pour lesquelles il existe une différence substantielle entre la formation à l'étranger et les matières prévues à l'article 4. L'épreuve d'aptitude peut comporter une épreuve pratique.

L'épreuve est notée de 0 à 60 points.

Art. 9.– A l'issue de l'épreuve d'aptitude, est déclaré admis le candidat qui a obtenu au moins la moitié du maximum des points dans chaque matière sur laquelle porte l'épreuve.

Il est loisible au candidat qui n'a pas été admis de se présenter à une nouvelle épreuve d'aptitude lors d'une session ultérieure.

La reconnaissance d'équivalence des études effectuées à l'étranger est accordée au candidat admis.

La commission dresse un procès-verbal de ses opérations et le transmet au ministre ayant l'Education nationale dans ses attributions.

Art. 10.– Les membres de la commission d’examen visée à l’article 7 touchent des indemnités fixées sur la base du barème ci-dessous:

- une indemnité forfaitaire de base de 10,43 €
- une indemnité par questionnaire de 5,55 €
- une indemnité de correction par candidat de 0,51 €.

Ces indemnités correspondent au nombre indice 100 et subissent la même adaptation au coût de la vie que les traitements des fonctionnaires d’Etat.

Art. 11.– Le ministre ayant l’Education nationale dans ses attributions fixe le nombre de sessions annuelles de l’épreuve d’aptitude selon les besoins.

2. Stage d’adaptation

Art. 12.– Le requérant ayant opté pour le stage d’adaptation soumet à l’approbation du ministre ayant l’Education nationale dans ses attributions un projet de stage comportant les indications suivantes: le contenu et les objectifs détaillés, le lieu de stage, le nom du responsable de stage et, le cas échéant, le nom de l’employeur du responsable de stage.

Il est joint au projet de stage une déclaration du stagiaire par laquelle il s’engage à respecter la législation et la déontologie afférentes à sa profession, ainsi que l’accord écrit du responsable de stage et de son employeur, si le responsable est un salarié.

Art. 13.– Le ministre ayant l’Education nationale dans ses attributions, après avoir donné son accord au projet du requérant, fixe le début et la fin du stage.

Art. 14.– Le lieu de stage doit être agréé par le ministre de la Santé.

Art. 15.– Le stage est effectué sous l’autorité et sous la responsabilité d’un orthoptiste autorisé à exercer la profession au Luxembourg et disposant d’une expérience professionnelle d’au moins trois ans. Le responsable de stage doit assurer sur le lieu du stage une présence adéquate pour surveiller l’activité professionnelle du stagiaire.

Art. 16.– Lors du stage, le stagiaire doit pouvoir, à tout moment, être identifié comme tel.

Le stage comporte des évaluations établies par le responsable de stage.

Art. 17.– A la fin du stage, une attestation de la durée du stage ainsi qu’un rapport écrit comportant l’évaluation de l’activité professionnelle du stagiaire par rapport aux objectifs du stage et les documents qui s’y rattachent sont délivrés au stagiaire par le responsable de stage.

En cas d’évaluation positive, la reconnaissance d’équivalence des études effectuées à l’étranger est accordée au candidat admis.

En cas d’évaluation négative, il est loisible au requérant de se soumettre à un nouveau stage d’adaptation.

Art. 18.– Le stage peut être interrompu définitivement ou temporairement sur initiative du stagiaire, du responsable de stage ou de l’employeur.

Sur demande motivée du stagiaire, le ministre ayant l’Education nationale dans ses attributions peut autoriser la continuation du stage sous la supervision d’un autre responsable de stage et sur un lieu de stage différent.

En cas de rejet de la demande, le requérant soumet un nouveau projet de stage pour approbation au ministre ayant l’Education nationale dans ses attributions.

3. Expérience professionnelle

Art. 19.– Lorsque la durée de la formation à l’étranger est inférieure d’au moins une année à celle prévue à l’article 3, le ministre ayant l’Education nationale dans ses attributions peut exiger, en vue

de la reconnaissance des études, une expérience professionnelle acquise dans un Etat membre de l'Union Européenne ou un pays tiers, étant entendu:

- que cette expérience professionnelle doit être consécutive à l'obtention du diplôme final permettant l'accès à la profession d'orthoptiste;
- que l'expérience professionnelle exigée pour la reconnaissance des études ne peut dépasser le double de la période manquante, lorsqu'il s'agit d'un cycle d'études postsecondaires et/ou d'un stage professionnel accompli sous l'autorité d'un responsable de stage et sanctionné par un examen;
- que l'expérience professionnelle exigée ne peut dépasser la période de formation manquante, lorsque cette dernière porte sur une pratique professionnelle accomplie avec la surveillance d'un professionnel qualifié.

En tout état de cause, l'expérience professionnelle exigible ne peut excéder quatre ans.

*Section II: Diplômes étrangers ne tombant pas sous le champ d'application
d'une directive communautaire visée à l'article 6*

Art. 20.– Dans le cas où les niveaux, durées et curricula de la formation effectuée à l'étranger comportent des programmes d'études différents de ceux visés aux articles 3 et 4, le ministre ayant l'Education nationale dans ses attributions peut imposer aux requérants titulaires d'un diplôme étranger non couvert par une directive communautaire soit:

- une épreuve d'aptitude;
- un stage d'adaptation;
- à la fois une épreuve d'aptitude et un stage d'adaptation.

Les modalités de l'épreuve d'aptitude et du stage d'adaptation sont définies aux articles 7 à 19.

Chapitre 3: Exercice de la profession d'orthoptiste

Art. 21.– L'orthoptie consiste en des actes de dépistage, de rééducation et de réadaptation de la vision dans le cas d'une amblyopie, de troubles de la vision binoculaire, d'une basse vision et/ou des perturbations du champ visuel en mono- ou binoculaire.

Art. 22.– L'exercice de la profession d'orthoptiste est réservé au professionnel de la santé qui est autorisé par le ministre de la Santé à exercer la profession d'orthoptiste au Grand-Duché de Luxembourg.

Art. 23.– L'orthoptiste est habilité à accomplir les actes professionnels suivants de façon autonome:

1. les actes relatifs à la détermination subjective et objective de l'acuité visuelle;
2. le conseil en matière d'ergonomie visuelle concernant le domicile, le poste de travail, le poste scolaire ainsi que les moyens de transport.

Art. 24.– Dans le cadre d'un programme de dépistage organisé ou agréé par le ministre de la Santé, l'orthoptiste est habilité à accomplir les actes suivants:

1. la détermination objective et subjective de la fixation;
2. le bilan des déséquilibres oculomoteurs;
3. le dépistage des dyschromatopsies congénitales;
4. l'établissement de la courbe d'adaptation à l'obscurité.

Art. 25.– (1) Sur prescription médicale écrite préalable, l'orthoptiste est habilité à accomplir, outre les actes visés aux points 1, 2 et 3 de l'article 24, les actes suivants:

1. le bilan et la rééducation des personnes atteintes d'amblyopie, de strabismes, d'hétérophories, d'insuffisances de convergence ou de déséquilibres binoculaires et la proposition d'aides visuelles et techniques;
2. le bilan et la rééducation de la basse vision et des perturbations du champ visuel ainsi que la proposition d'aides visuelles et techniques.

(2) Sur prescription médicale écrite préalable et sous la réserve que le médecin prescripteur procède à l'interprétation des résultats, l'orthoptiste est habilité à accomplir les actes suivants:

1. la périmétrie;
2. la campimétrie;
3. l'établissement de la courbe d'adaptation à l'obscurité;
4. l'exploration du sens chromatique.

(3) Sur prescription médicale, l'orthoptiste établit un bilan qui comprend le diagnostic orthoptique ainsi que, le cas échéant, un plan de soins. Ce bilan, accompagné du choix des actes et des techniques appropriées, est communiqué au médecin prescripteur.

(4) L'orthoptiste informe le médecin prescripteur:

1. de toute information en sa possession susceptible d'être utile pour le diagnostic ou le traitement du patient;
2. de l'éventuelle adaptation du traitement en fonction de l'évolution de l'état de la pathologie à traiter.

(5) L'orthoptiste adresse à l'issue de la dernière séance un rapport orthoptique au médecin prescripteur.

(6) Chaque fois qu'il le juge opportun, l'orthoptiste demande des compléments d'information au médecin prescripteur.

Art. 26.— L'orthoptiste est habilité à assister le médecin pour effectuer les enregistrements à l'occasion des explorations fonctionnelles suivantes:

1. la rétinographie;
2. l'électrophysiologie oculaire.

Art. 27.— L'orthoptiste n'est pas autorisé à prescrire ou à délivrer des médicaments.

Chapitre 4: Dispositions finales

Art. 28.— Les autorisations d'exercer la profession d'orthoptiste, délivrées conformément aux dispositions de l'article 2 de la loi modifiée du 26 mars 1992 précitée, restent valables.

Art. 29.— Notre Ministre de la Santé et Notre Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(22.12.2006)

Par dépêche du 3 octobre 2006, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, soumit à l'avis du Conseil d'Etat le projet de règlement grand-ducal sous rubrique, élaboré par le ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.

Le texte du projet de règlement était accompagné d'un exposé des motifs et d'un commentaire des articles ainsi que des avis de la Chambre des employés privés, du Collège médical et du Conseil supérieur de certaines professions de santé. L'avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics n'avait pas encore été communiqué au Conseil d'Etat au moment de l'émission du présent avis.

*

CONSIDERATIONS GENERALES

La loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé inclut, en son article 1er, l'orthoptiste parmi les professions de santé auxquelles ses dispositions sont applicables. L'article 2, paragraphe 2 de la loi précitée précise qu'„un règlement grand-ducal détermine la procédure à suivre et les documents à présenter pour obtenir l'autorisation d'exercer“. L'article 7 de ladite loi dispose quant à lui qu'„un règlement grand-ducal détermine le statut, les attributions et les règles de l'exercice de ces professions“. Par ailleurs, l'article 2, alinéa 2 de la loi du 11 janvier 1995 portant réorganisation des écoles publiques et privées d'infirmiers et d'infirmières et réglementant la collaboration entre le ministère de l'Education nationale et le ministère de la Santé dispose que „pour les professions dont la formation ne peut se faire qu'à l'étranger, les conditions d'accès à ces études ainsi que les conditions de formation de ces professions sont fixées par règlement grand-ducal, pris sur avis du Conseil d'Etat“.

Le présent projet de règlement a pour objet d'exécuter les dispositions précitées.

La profession d'orthoptiste est une profession de santé reconnue par l'Organisation mondiale de la santé. Son travail consiste, d'un côté, dans le dépistage précoce des différents types de malvoyance et, d'autre part, dans la rééducation et la réadaptation des troubles de la vision. Ce dernier volet se fait essentiellement sur prescription médicale. L'orthoptiste est d'ailleurs un professionnel de choix pour faire équipe avec l'ophtalmologue.

Au Luxembourg, la profession d'orthoptiste est largement méconnue, malgré le fait que le ministère de la Santé organise le dépistage systématique des déficiences visuelles auprès de tous les enfants en bas âge.

Le projet de règlement sous avis comporte trois volets, à savoir la définition des études en vue de l'obtention du diplôme d'orthoptiste (chapitre 1er), les modalités de reconnaissance des diplômes étrangers (chapitre 2) et l'exercice de la profession d'orthoptiste (chapitre 3). Les dispositions du projet de règlement sous avis sont calquées sur celles applicables à d'autres professions de santé dont celle de diététicien et celle d'ergothérapeute.

*

EXAMEN DES ARTICLES

Preamble

Les visas relatifs aux avis des chambres professionnelles seront, le cas échéant, à adapter en fonction des avis qui auront effectivement été émis en temps utile.

Articles 1er à 3

Sans observation.

Article 4

Le point 3 de l'article 4 concerne l'enseignement pratique. Dans un souci de précision des lieux de stage, le Conseil d'Etat propose de libeller la première phrase de ce point de la façon suivante:

- „3. *Un enseignement pratique d'au moins 1.000 heures en milieu hospitalier ou extrahospitalier, dans un service d'orthoptie ou de basse vision, ainsi que dans un service ou une polyclinique ophtalmologique.*“

Article 5

Sans observation.

Article 6

Cet article vise les situations tombant sous le champ d'application d'une directive communautaire. Le Conseil d'Etat propose de reprendre le texte intégral existant tant dans le règlement grand-ducal du 22 août 2003 déterminant pour la profession de diététicien: 1. les études en vue de l'obtention du diplôme de diététicien, 2. les modalités de reconnaissance des diplômes étrangers, et 3. l'exercice de la profession de diététicien que dans le règlement grand-ducal du 15 février 2002 déterminant pour la profession d'ergothérapeute: 1. les études en vue de l'obtention du diplôme d'ergothérapeute, 2. les modalités de reconnaissance des diplômes étrangers; 3. l'exercice de la profession d'ergothérapeute, de sorte que le paragraphe 2 de l'article 6 se lise comme suit:

- „2) *Pour les requérants titulaires d'un diplôme étranger tombant sous le champ d'application de la directive 92/51/CEE du Conseil relative à un deuxième système général de reconnaissance des formations professionnelles, qui complète la directive 89/48/CEE, le ministre ayant l'Education nationale dans ses attributions peut exiger du requérant de choisir entre l'accomplissement d'un stage d'adaptation et une épreuve d'aptitude, conformément aux dispositions de l'article 3 du règlement grand-ducal du 2 juin 1994 portant transposition de la directive 92/51/CEE.*“

Articles 7 à 16

Sans observation.

Article 17

Cet article a trait au stage d'adaptation. Alors que pour l'ergothérapeute, aucune évaluation n'est prévue dans le règlement le concernant, une évaluation négative a été introduite pour le diététicien. Pour la profession d'orthoptiste, les auteurs introduisent les deux cas de figure: évaluation négative ou positive. Le Conseil d'Etat donne à considérer qu'il s'agit en l'espèce d'un professionnel diplômé, formé à l'étranger, ayant opté pour un stage d'adaptation dont le but est de le familiariser avec l'environnement professionnel au Luxembourg. Aussi une évaluation négative ou positive risque-t-elle de relever de l'arbitraire. Le responsable de stage n'ayant en effet pas à sa disposition des critères d'appréciation préalablement établis, l'évaluation reflètera nécessairement le rapport entre le stagiaire et le patron de stage et ne devrait pas aboutir à une sanction. Partant, le Conseil d'Etat suggère de supprimer les alinéas 2 et 3 de l'article sous examen.

Articles 18 à 22

Sans observation.

Articles 23 à 27

Ces articles décrivent les actes que l'orthoptiste est habilité à accomplir.

Le Conseil d'Etat, dans le souci d'une structuration logique, propose aux auteurs de revoir ces articles pour en assurer une meilleure lisibilité. Sous l'article 23 figureraient les points ayant trait aux actes à fournir de façon autonome par l'orthoptiste, sous l'article 24, ceux relatifs aux activités faites dans le cadre d'un programme de dépistage organisé ou agréé par le ministre de la Santé, sous l'article 25, les actes sous prescription médicale et les obligations y relatives et finalement sous l'article 26, la participation aux actes médicaux. L'article 27 resterait inchangé.

Les articles 23 à 26 se liront dès lors comme suit:

- „**Art. 23.**– L'orthoptiste est habilité à accomplir les actes professionnels suivants de façon autonome:

1. les actes relatifs à la détermination subjective et objective de l'acuité visuelle;

2. le conseil en matière d'ergonomie visuelle concernant le domicile, le poste de travail, le poste scolaire ainsi que les moyens de transport.

Art. 24.– Dans le cadre d'un programme de dépistage organisé ou agréé par le ministre de la Santé, l'orthoptiste est habilité à accomplir les actes suivants:

1. la détermination objective et subjective de la fixation;
2. le bilan des déséquilibres oculomoteurs;
3. le dépistage des dyschromatopsies congénitales;
4. l'établissement de la courbe d'adaptation à l'obscurité.

Art. 25.– (1) Sur prescription médicale écrite préalable, l'orthoptiste est habilité à accomplir, outre les actes visés aux points 1, 2 et 3 de l'article 24, les actes suivants:

1. le bilan et la rééducation des personnes atteintes d'amblyopie, de strabismes, d'hétérophories, d'insuffisances de convergence ou de déséquilibres binoculaires et la proposition d'aides visuelles et techniques;
2. le bilan et la rééducation de la basse vision et des perturbations du champ visuel ainsi que la proposition d'aides visuelles et techniques.

(2) Sur prescription médicale écrite préalable et sous la réserve que le médecin prescripteur procède à l'interprétation des résultats, l'orthoptiste est habilité à accomplir les actes suivants:

1. la périmétrie;
2. la campimétrie;
3. l'établissement de la courbe d'adaptation à l'obscurité;
4. l'exploration du sens chromatique.

(3) Sur prescription médicale, l'orthoptiste établit un bilan qui comprend le diagnostic orthoptique ainsi que, le cas échéant, un plan de soins. Ce bilan, accompagné du choix des actes et des techniques appropriées, est communiqué au médecin prescripteur.

(4) L'orthoptiste informe le médecin prescripteur:

1. de toute information en sa possession susceptible d'être utile pour le diagnostic ou le traitement du patient;
2. de l'éventuelle adaptation du traitement en fonction de l'évolution de l'état de la pathologie à traiter.

(5) L'orthoptiste adresse à l'issue de la dernière séance un rapport orthoptique au médecin prescripteur.

(6) Chaque fois qu'il le juge opportun, l'orthoptiste demande des compléments d'information au médecin prescripteur.

Art. 26.– L'orthoptiste est habilité à assister le médecin pour effectuer les enregistrements à l'occasion des explorations fonctionnelles suivantes:

1. la rétinographie;
2. l'électrophysiologie oculaire.“

Article 28

Sans observation.

Article 29

Parmi les membres du Gouvernement concernés par le présent projet il échet d'ajouter celui ayant dans ses attributions les diplômes universitaires. Le libellé de l'article sous revue devra dès lors être complété comme suit:

„**Art. 29.**– Notre Ministre de la Santé, Notre Ministre de l’Education nationale et de la Formation professionnelle ainsi que Notre Secrétaire d’Etat à la Culture, à l’Enseignement supérieur et à la Recherche sont chargés ...“

Sous le bénéfice des observations qui précèdent, le Conseil d’Etat peut marquer son accord avec le projet sous avis.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 22 décembre 2006.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Pierre MORES